

DECISION DU PRESIDENT N° 271-24

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER (D.I.A) POUR LES PARCELLES YB 26, 42 ET 57 SUR LA COMMUNE D'ESSARTS-EN-BOCAGE

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.211-1 et suivants et R.211.1 et suivants,
Vu la délibération n° 320-19 par laquelle le Conseil communautaire a délégué à son Président, pour la durée de son mandat, l'exercice du droit de préemption urbain (D.P.U.),
Vu la délibération précitée instituant le droit de préemption urbain sur certains secteurs du territoire intercommunal,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner n° IA08508424I0040 déposée le 15 octobre 2024 relative aux propriétés cadastrées section YB 26, 42 et 57 d'une contenance totale de 7 989 m² pour le prix de 575 000,00 €, appartenant Monsieur Joseph BRUNELIERE,
Considérant que l'acquisition des immeubles par la Communauté de communes ne présente aucun intérêt,

DECIDE

Article 1 : de ne pas exercer son droit de préemption urbain, et renonce à acquérir le bien indiqué ci-dessus.

Article 2 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 3 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint Fulgent, le 21 octobre 2024

Le Président
Jacky DALLET



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.